



Une victoire en demi-teinte pour AMLO

Gaspard Estrada

► To cite this version:

Gaspard Estrada. Une victoire en demi-teinte pour AMLO. Les Études du CERI, 2022, Amérique latine. L'Année politique 2021, 259-260, pp.104-106. 10.25647/etudesduceri.259-260.16 . hal-03676823

HAL Id: hal-03676823

<https://sciencespo.hal.science/hal-03676823>

Submitted on 10 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Une victoire en demi-teinte pour AMLO

par Gaspard Estrada

Le Mexique a connu une année électorale particulièrement dense en 2021. Plus de vingt et un mille mandats étaient soumis au vote des électeurs aux niveaux local, régional et fédéral. Parmi eux, près de la moitié des sièges de gouverneurs (quinze sur trente-deux), aux compétences et pouvoirs considérables, ainsi que plus de mille municipalités devaient voir leurs exécutifs renouvelés. Mais c'est l'élection de la Chambre des députés qui a retenu l'attention de la presse et des commentateurs, compte tenu de ses implications pour la seconde partie du mandat du président Andrés Manuel López Obrador (AMLO). Durant ses trois premières années de mandat, ce dernier a axé son action gouvernementale sur son activisme législatif, destiné à donner corps à sa volonté d'entreprendre la « quatrième transformation » du pays, qui ferait suite, selon lui, à l'indépendance (1810-1821), à la « réforme »¹ et à la révolution mexicaine (1910-1917). Ainsi, le maintien d'une majorité qualifiée lui permettant de faire voter des réformes constitutionnelles (portant sur le secteur de l'énergie et les institutions électorales notamment) était au centre des débats relatifs au scrutin du 6 juin 2021.

Un « référendum » ambigu sur l'action présidentielle de ces trois dernières années

AMLO a souhaité faire de cette campagne un « référendum » sur sa gestion, alors que sa popularité dépassait les 60 % d'opinions favorables. Dans cette perspective, il a multiplié les prises de position à l'occasion de ses conférences de presse quotidiennes, malgré les mises en garde de l'Institut national électoral (INE) et les protestations de l'opposition. En procédant ainsi, il a réussi à imposer les principales thématiques de la campagne et à instaurer un clivage entre son parti, le Mouvement de régénération nationale (Morena, centre gauche), et les principaux partis d'opposition, à savoir le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, centre), le Parti d'action nationale (PAN, droite) et le Parti de la révolution démocratique (PRD, centre gauche), qui ont mis sur pied une coalition partielle inédite dans plus de la moitié des circonscriptions en jeu². Si dans l'esprit des architectes de cette alliance jusqu'alors inenvisageable, la volonté d'éviter la mainmise de Morena sur le Parlement a primé, la structuration d'une offre politique clairement bipolarisée lors de ces élections a également servi la stratégie du président AMLO. Pour renforcer cette polarisation, ce dernier a décidé de forger une autre coalition électorale partielle avec le Parti vert écologique du Mexique (PVEM, centre) et le Parti du travail (PT, centre gauche), appelée « Ensemble nous faisons l'histoire ».

Cette campagne électorale s'est déroulée dans un climat délétère. Une fois encore, des candidats ont été assassinés ou ont disparu, bien qu'en moins grand nombre que durant le cycle électoral de 2018³. Si la violence politique sévit au Mexique depuis des décennies

¹ Nous faisons référence aux mandats de l'ancien président Benito Juárez (1867-1872).

² Dans un premier temps, cette coalition portait sur cent quatre-vingt-une circonscriptions, avant d'être étendue.

³ Voir le rapport de l'institut Etellekt sur la violence politique au Mexique en 2021 : « Séptimo Informe de Violencia Política en México 2021 », 21 juin 2021 (www.etelekt.com/informe-de-violencia-politica-en-mexico-2021-j21-etelekt.html).

(notamment au niveau local⁴), les études sur la violence et la politique dans les milieux académiques se multiplient depuis peu, contribuant à donner plus de visibilité au phénomène dans le débat public.

D'autre part, si AMLO a réussi durant cette campagne à dominer l'agenda médiatique en imposant son cadrage narratif, son bilan gouvernemental est bien plus mitigé. A bien des égards, ce dernier a été marqué par la continuité, malgré les velléités présidentielles de faire un distinguo entre l'avant et l'après 2018. Sur le plan économique, AMLO a renoncé à mettre en œuvre une réforme fiscale progressive qui aurait permis d'augmenter le taux d'imposition des plus riches. Bien que le Mexique soit l'un des pays d'Amérique latine où le ratio entre prélèvements obligatoires et produit intérieur brut est le plus faible (16 %), du fait de la dernière réforme fiscale décidée par l'ancien président Enrique Peña Nieto, AMLO s'est prononcé contre une « hausse des prélèvements », préférant s'attaquer à l'évasion fiscale, notamment grâce à l'abrogation de plusieurs niches fiscales et à la lutte contre l'externalisation des contrats de travail (*outsourcing*). D'autre part, alors que la plupart des pays comparables au Mexique ont décidé d'avoir recours à l'emprunt pour financer les politiques sociales d'urgence liées à la pandémie, y compris ceux gouvernés par la droite et l'extrême droite (tels que le Pérou ou le Brésil), AMLO a décidé de maintenir l'orthodoxie budgétaire de son gouvernement. Si aujourd'hui certains économistes applaudissent cette gestion conservatrice des finances publiques, qui permet au pays de maintenir sa note de dette souveraine malgré les déboires du pétrolier public PEMEX, force est de constater que la Covid-19 a durement touché les ménages, notamment ceux qui évoluent dans le secteur informel. Toutefois, la croissance historique des transferts monétaires des migrants mexicains vivant aux Etats-Unis vers leurs territoires d'origine a contribué à limiter la casse sociale qui aurait pu être bien plus sévère dans des zones rurales et périurbaines largement laissées à l'abandon par l'Etat.

Une reconfiguration de l'offre politique confortée par le cycle électoral de 2021

Les résultats de ces scrutins ont confirmé l'évolution du paysage politique du pays. En premier lieu, ils ont consacré l'implantation sur le plan national de Morena, le parti fondé par AMLO à l'occasion des législatives de 2015. L'obtention de victoires au niveau régional (onze gouvernorats sur quinze) dans d'anciens fiefs du PRI et du PAN dans le nord du pays (Chihuahua, Sinaloa, Sonora, Baja California) a permis au parti du président de consolider son maillage territorial, parfois au prix de tensions internes lors de l'investiture des candidats⁵. Toutefois, cette victoire électorale mérite d'être nuancée à plusieurs égards. Contrairement aux pronostics de la plupart des médias, la coalition Morena-PVEM-PT n'a pas obtenu la majorité qualifiée à la Chambre des députés. Les partis d'opposition ont vu le nombre de leurs sièges augmenter de plus de 30 %. Ainsi, le gouvernement sera contraint de dialoguer avec une partie de

⁴ Voir les travaux d'Hélène Combes à ce sujet : H. Combes, *Faire Parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011, et « Matar candidatos en México. El PRD en los años 90 », Noria Research, 21 juin 2021 (<https://noria-research.com/matar-candidatos-en-mexico-el-prd-en-los-90/>).

⁵ Nous pensons notamment à des personnalités qui militaient dans d'autres formations (le PRI notamment) avant d'être investies par Morena, comme dans l'Etat du Nuevo León.

l'opposition s'il souhaite procéder au vote de réformes constitutionnelles dans la seconde partie du mandat d'AMLO, notamment avec le PRI qui est divisé sur sa stratégie électorale à venir. Si ce dernier a été le grand perdant des élections régionales (gouvernorats), ces défaites n'ont pas toujours favorisé Morena. Le parti Mouvement citoyen (MC, centre gauche), bien implanté dans le centre du pays (Jalisco), a remporté le gouvernorat du Nuevo León, l'un des poumons économiques du pays. En second lieu, les élections législatives fédérales et locales dans la ville de Mexico ont donné lieu à des surprises. Pour la première fois depuis l'an 2000, plus de la moitié des circonscriptions législatives et des mairies d'arrondissement (*alcaldías*) ont été remportées par des candidats de l'opposition PRI-PAN-PRD. Alors que la capitale du Mexique était jusqu'alors considérée comme le bastion de la gauche, ces alternances sur le plan local ont affaibli l'assise politique de la maire de la ville – et probable pré-candidate à la présidence de la République – Claudia Sheinbaum. Cette dernière paie le prix du scandale de la chute d'une travée du métro aérien, un mois avant le scrutin, qui a suscité une profonde émotion dans l'opinion publique. Marcelo Ebrard, actuel ministre des Affaires étrangères et maire de Mexico lors de la construction du métro, a lui aussi vu sa cote de popularité diminuer en raison de ce drame. Il n'empêche qu'à la suite de ces élections intermédiaires, ces deux personnalités sont en tête des intentions de vote pour être le candidat de Morena à l'élection présidentielle de 2024, alors qu'AMLO ne peut pas se représenter.

L'arbitre électoral au cœur de la campagne... et des critiques d'AMLO

L'INE a été une nouvelle fois l'objet de controverses. AMLO a mis en cause l'organisation du scrutin, après avoir dénoncé la supposée « partialité »⁶ de l'arbitre électoral. Toutefois, malgré de nombreux actes de violence politique au niveau local et la difficulté que représente l'organisation simultanée d'autant de scrutins locaux, régionaux et fédéraux, ces derniers se sont tenus de manière régulière et sans accroc. Cela n'a pas empêché le chef de l'exécutif de réitérer ses attaques quelques semaines plus tard, à l'occasion de l'organisation d'une « consultation citoyenne » au sujet d'une éventuelle mise en examen d'anciens présidents de la République et au terme d'un débat houleux avec la Cour suprême, qui a amendé la formulation des questions posées aux citoyens. L'échec de cette consultation, qui n'a pas obtenu le seuil de participation nécessaire pour que ses décisions soient juridiquement contraignantes, a montré les limites de la stratégie d'AMLO, ainsi que les difficultés du parti Morena à mobiliser sa base électorale en dehors d'un rendez-vous électoral classique.

⁶ Voir : A. Morales, P. Villa y Caña, « El INE es de los más costosos en el mundo, de los más ineficientes y son muy parciales », *El Universal*, 5 mai 2021 (www.eluniversal.com.mx/elecciones/amlo-el-ine-es-de-los-mas-costosos-del-mundo-de-los-mas-ineficientes-y-son-muy-parciales).